

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2553

20 septembre 2014

SOMMAIRE

Aberdeen Norden/Baltikum S.à r.l.	122506	Finext Funds Luxembourg SICAV-SIF ..	122499
Agence Heros S.à r.l.	122505	Fipop S.A.	122504
Alter Domus Financial Reporting Services S.à r.l.	122504	Fondation Alphonse WEICKER	122501
Ar1vest s.à r.l.	122506	Gentis S.à r.l.	122501
Arango Lux S.à r.l.	122505	GEORGES FABER Opticien S.à r.l.	122508
Ardian Belt S.C.S.	122509	Griffon Invest	122512
Area9 GH S.à r.l.	122505	Hengen Print & More S.à r.l.	122511
Auxila S.A.	122509	Immogroup S.A.	122509
Brand Trading Company S.A.	122503	Inside Immobilière S.à r.l.	122510
Burlington Properties S.A.	122502	Interteil Investissements S.A.	122510
Caisse Raiffeisen Mersch	122500	Jost-Global & Co S.C.A.	122543
Ceres Finance (Luxembourg) S.A.	122515	Lanchester S.A.	122502
ColHighland (Lux) S.à r.l.	122504	LaSalle Japan Logistics II L2, S.à r.l.	122502
Compagnie des Parcs S.A.	122501	Meridian	122500
Companhia Global de Imóveis	122532	M&G Real Estate (Luxembourg) S.A. ...	122526
Diapason Gestion S.A.	122508	Navitas Solar Group S.A.	122507
Digital Services XXXI (GP) S.à r.l.	122533	Nederfin S.A.	122507
Drefincor S.A.	122509	Neo Liquidation S.à r.l.	122508
Drefincor S.A.	122525	NterpriseApps S.A.	122507
EAVF BEN Merkstejn Sàrl	122503	Obika Holdings S.A.	122510
EAVF BEN Neumunster Sàrl	122510	Ontex III S.A.	122544
Ecosse Topco S.à r.l.	122516	Paradocs Research S.A.	122544
Ernst & Young Business Advisory Services	122499	Private Equity Portfolio 2007 - FTL S.C.A., SICAR	122544
European Sugar Holdings S.à r.l.	122498	RETTEL Olivier S.à r.l.	122498
Eurostar Overseas S.A.	122499	Roundwood Three S.à r.l.	122498
Exinter S.à r.l.	122508	Rudolf STEINER Fonds fir Waldorfpädago- gik	122504
Factory 4 S.A.	122498	S&B Minerals Participations 2 S.A.	122499
Ferdelux S.à r.l.	122500	Spring Creek S.à r.l.	122500
Fidroyal S.à r.l.	122498	X.A.S. S.A.	122506
Fiduciaire VBRC S.A.	122503	Xena S.A.	122506

Roundwood Three S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 140.400.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102523/9.

(140123065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

RETTEL Olivier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5410 Beyren, 2A, rue de Canach.
R.C.S. Luxembourg B 102.215.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102533/9.

(140123143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Fidroyal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 42.317.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Fidroyal Sàrl

Référence de publication: 2014103137/10.

(140122845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Factory 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 177.177.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 10 juillet 2014.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2014103127/11.

(140121764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

European Sugar Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 154.517.

EXTRAIT

En date du 15 juillet 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

L'associé unique décide de renouveler le mandat de KPMG Luxembourg S. à r. l., ayant son siège social à 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B149133, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société jusqu'à l'approbation des comptes relatif à l'exercice social commencé le 30 septembre 2013 et qui terminera le 28 septembre 2014.

Pour extrait
La Société

Référence de publication: 2014103070/15.

(140122049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

S&B Minerals Participations 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 178.971.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102543/9.

(140123277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Eurostar Overseas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 98.213.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103106/10.

(140121587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Ernst & Young Business Advisory Services, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 88.074.

EXTRAIT

La liste des signataires autorisés au 1^{er} juillet 2014 de la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/07/2014.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2014105675/14.

(140125941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Finext Funds Luxembourg SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 181.461.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 13 juin 2014 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a pris note de la démission de M. Gábor Futó le 9 avril 2014.
2. L'Assemblée a ratifié la cooptation de M. Ivan Halász, Nagybányai Street 92, H-1025 Budapest, en remplacement de M. Gábor Futó, en tant qu'administrateur, avec effet au 9 avril 2014.
3. L'Assemblée a renouvelé les mandats des administrateurs suivants pour une durée d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2015:
 - M. Ivan Halász
 - M. Alex Vilchez
 - Mme Tracey McDermott
4. L'Assemblée a renouvelé le mandat du Réviseur d'Entreprises Agréé, Deloitte Audit S.à r.l., pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2015;

Pour Finext Funds Luxembourg SICAV-SIF

Référence de publication: 2014103142/21.

(140122043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Spring Creek S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 177.599.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102559/9.

(140123459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Caisse Raiffeisen Mersch, Société Coopérative.

Siège social: L-7535 Mersch, 13, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 20.416.

Les statuts coordonnés au 14 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102933/9.

(140121450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Ferdelix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 143.345.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 7 juillet 2014 que:
L'associé unique accepte la démission de Monsieur Danny Jean-Pierre DELTOUR de sa fonction de gérant.
Suite à ce changement Monsieur Juan Bautista FERNANDEZ est gérant unique de la société.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014103130/12.

(140122214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Meridian, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 143.419.

Extrait des décisions prises en Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires de la Société tenue le 18 juillet 2014

Il a été décidé comme suit:

1. de renouveler le mandat des Administrateurs de la Société pour un terme expirant à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.
2. de renouveler le mandat du Réviseur d'entreprise de la Société pour un terme expirant à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.

Le Conseil d'Administration de la Société se compose comme suit:

Nom	prénom(s)	fonction
Pat	Emmanuel	Administrateur
Carlot	Thierry	Administrateur
de Quant	Paul	Administrateur

Le Réviseur d'entreprise de la Société est:

dénomination raison sociale

ERNST & YOUNG

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2014105915/24.

(140126424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Compagnie des Parcs S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 114.896.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014102949/9.

(140122390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Gentis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 151.421.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103189/10.

(140122720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Fondation Alphonse WEICKER, Fondation.

Siège social: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg G 46.

Bilan au 31.12.2011 (en EUR)

ACTIF		PASSIF	
AVOIRS EN BANQUE	798 127,50	DOTATION INITIALE	185 920,14
PORTEFEUILLE - TITRES	849 925,74	RESULTATS EXERCICES ANTERIEURS	1 450 608,08
CREANCES ENVERS L'ETAT	3 465,00	DETTES DIVERSES	10 051,23
		RESULTAT DE L'EXERCICE	4 938,79
	<u>1 651 518,24</u>		<u>1 651 518,24</u>

Compte de résultat au 31.12.2011 (en EUR)

DEBIT		CREDIT	
FRAIS GENERAUX	4 515,78	REVENUS DIVERS	24 460,00
DEPENSES EN RELATION AVEC L'OBJET DE LA FONDATION	22 259,67	INTERETS REÇUS SUR AVOIRS EN BANQUE ET SUR OBLIGATIONS	11 121,23
CORRECTIONS DE VALEUR SUR TITRES	78 866,99	DONS DIVERS	75 000,00
RESULTAT DE L'EXERCICE	4 938,79		
	<u>110 581,23</u>		<u>110 581,23</u>

Budget de l'exercice 2012 (en EUR)

DEBIT		CREDIT	
FRAIS GENERAUX	12 000,00	INTERETS REÇUS SUR AVOIRS EN BANQUE	10 000,00
DEPENSES EN RELATION AVEC L'OBJET DE LA FONDATION	105 000,00	REVENUS DIVERSET DONS DIVERS	90 000,00
		RESULTAT DE L'EXERCICE	17 000,00
	<u>117 000,00</u>		<u>117 000,00</u>

Référence de publication: 2014103121/35.

(140122178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Lanchester S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 123.746.

—
Par décision du Conseil d'administration du 14 juillet 2014:

LANNAGE S.A., société anonyme, R.C.S. Luxembourg B-63130, 42 rue de la Vallée, L -2661 Luxembourg, a désigné comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour son compte au conseil d'administration de la société LANCHESTER S.A., Monsieur Stanislas BUNETEL, 42 rue de la Vallée, L - 2661 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Guy Baumann, démissionnaire.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Pour: LANCHESTER S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014105088/17.

(140125259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Burlington Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 23, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 74.792.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 18 juillet 2014 que:

- Madame Sabrina COLANTONIO, née le 13 mars 1982 à Thionville (France), ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommée administrateur de la Société, avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires statuant sur les comptes annuels 2014, en remplacement de Madame Rita Goujon, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 Juillet 2014.

*Pour Burlington Properties S.A.**Un mandataire*

Référence de publication: 2014105569/18.

(140126212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

LaSalle Japan Logistics II L2, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: JPY 2.000.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 145.624.

—
Il est à noter que l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- de révoquer de Monsieur Hervé Marsot de son mandat de gérant de la Société avec effet au 14 juillet 2014;
- de nommer Madame Julie Pierre, née le 29 mai 1982 à Epinal, France, demeurant professionnellement au 41 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en tant que nouvelle gérante de la Société avec effet au 14 juillet 2014 et pour une durée indéterminée;

Le conseil de gerance de la Société est désormais composé de:

Madame Julie Pierre, gérante,

Madame Stéphanie Duval, gérante.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LaSalle Japan Logistics II L2 S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014105065/19.

(140125718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Fiduciaire VBRC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 167.861.

Par la présente, je soussigné Monsieur Abdelmajid BARKOUKOU, vous informe de ma décision de vous donner ma démission du mandat de commissaire aux comptes de la Fiduciaire VBRC S.A., sis 4 Grand-Rue L-1660 Luxembourg. Celle-ci prend effet de suite.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Abdelmajid BARKOUKOU.

Référence de publication: 2014103138/11.

(140121774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

EAVF BEN Merkstein Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EAVF BEN MERKSTEIN S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014103077/13.

(140122345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Brand Trading Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 90.740.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 7 juillet 2014.

L'Assemblée:

- décide de transférer le siège social de la société au 36, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.
- accepte les démissions de Monsieur Guy FEITE, Monsieur Nicolas VAN BEEK et de la société Compagnie d'Etude et de Conseil Luxembourg S.A. de leurs fonctions d'administrateurs.

- nomme en remplacement trois nouveaux administrateurs:

Monsieur Luc HILGER, né le 16 novembre 1974 à Luxembourg et demeurant professionnellement 36 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Monsieur Guy LANNERS, né le 9 septembre 1965 à Luxembourg et demeurant professionnellement 36 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Monsieur John WEBER, né le 17 mai 1950 à Wiltz (Luxembourg) et demeurant professionnellement 36 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg.

Ils termineront les mandats de Monsieur Guy FEITE, Monsieur Nicolas VAN BEEK et de la société Compagnie d'Etude et de Conseil Luxembourg S.A., démissionnaires, et leurs mandats viendront à échéance le 5 septembre 2014.

- accepte la démission de Monsieur Nicolas VAN BEEK de ses fonctions d'administrateur délégué.
- accepte la démission de la société MPM International S.A. de ses fonctions de commissaire aux comptes,
- nomme comme nouveau commissaire aux comptes, la société FIDU-CONCEPT SARL ayant son siège social 36 Avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-38136. Son mandat viendra à échéance le 5 septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2014.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2014105565/30.

(140127027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Alter Domus Financial Reporting Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 675.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 130.241.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 08 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104602/10.

(140125114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

ColHighland (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 182.731.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68944 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104598/10.

(140124927) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Rudolf STEINER Fonds fir Waldorfpädagogik, Fondation.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 45, rue de l'Avenir.
R.C.S. Luxembourg G 154.

Monsieur Dieter Borscheid, demeurant à L-6665 Herborn, 2 um Bierg, a démissionné le 13.05.2014 comme administrateur au conseil d'administration du Rudolf Steiner Fonds fir Waldorfpädagogik.

Madame Muriel Scharffenorth, demeurant à L-8361 Goetzingen, 4 rue du Bois, et Madame Dominique Schlechter, demeurant à L-1532 Luxembourg, 22 rue de la Fontaine ont été nommées le 20 juin 2014 par le conseil d'administration du „Veräin fir Waldorfpädagogik Letzebuerg“, comme administrateurs au conseil d'administration du „Rudolf Steiner Fonds fir Waldorfpädagogik“.

Luxembourg, le 17.07.2014.

Référence de publication: 2014104592/14.

(140124594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Fipop S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 23, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 109.470.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires le 25 juin 2014

Cinquième résolution

L'Assemblée nomme, sur proposition du Conseil d'Administration, Monsieur Wim Kinnert, né le 26 mai 1977 à Lier, demeurant à B-2500 Lier, 14, Muishondstraat, comme nouvel administrateur de la société pour une durée d'un an. Son mandat expirera donc à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2014.

Les mandats des administrateurs Romain Braas, Claude Meyer et Daniel Frank venant à échéance, l'Assemblée décide de procéder au renouvellement de leurs mandats pour une période d'un an. Leurs mandats expireront donc à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2014.

Sixième résolution

L'Assemblée décide de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes Carmen Gerling-Monz, pour la période expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice 2014.

Daniel FRANK

Administrateur

Référence de publication: 2014104588/20.

(140124204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Arango Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 179.852.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/07/2013.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014104611/11.

(140125278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Agence Heros S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3426 Dudelange, 4, rue Nic Bodry.
R.C.S. Luxembourg B 131.332.

Extrait de résolutions de l'assemblée générale extraordinaire du 18 juillet 2014

L'associé de la société AGENCE HEROS s.à r.l. décide de transférer le siège social de L-3441 Dudelange 15, Avenue Grande-Duchesse Charlotte à L-3426 Dudelange 4 rue Nic Bodry.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Pour la société AGENCE HEROS s.à r.l.

M. HEROS Robert

Référence de publication: 2014104620/14.

(140125653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Area9 GH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 187.793.

Extrait des contrats de transfert de parts sociales datés du 16 juillet 2014

1 M. Asger Kunuk Alstrup Palm, associé de la Société, a transféré 312.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société, à AOA ApS, ayant son siège social à Kenny Drews Vej 63 st, 2450 Copenhague SV, Danemark, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Danemark sous le numéro 29212899.

2 M. Chaudhri Khurram Jamil, associé de la Société, a transféré 312.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société, à CKJ ApS, ayant son siège social à Galionsvej 37, 1437 Copenhague K, Danemark, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Danemark sous le numéro 29212937.

3 M. Ulrik Juul Christensen, associé de la Société, a transféré 312.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société, à CECU ApS, ayant son siège social à Galionsvej 37, 1437 Copenhague K, Danemark, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Danemark sous le numéro 29212910.

4 M. Tommy Højfeldt Olesen, associé de la Société, a transféré 312.500 parts sociales qu'il détenait dans la Société, à Fontanka ApS, ayant son siège social à Galionsvej 37, 1437 Copenhague K, Danemark, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Danemark sous le numéro 29212848.

Par conséquent, les associés de la Société sont dorénavant les suivants:

- AOA ApS pour 312.500 parts sociales;
- CKJ ApS pour 312.500 parts sociales;
- CECU ApS pour 312.500 parts sociales; et
- Fontanka ApS pour 312.500 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014104612/29.

(140125683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

X.A.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 163.899.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014104569/10.

(140124085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Xena S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 153.510.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

XENA S.A.

Référence de publication: 2014104570/10.

(140124547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Aberdeen Norden/Baltikum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 136.221.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Aberdeen Property Investors Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014104597/12.

(140124911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Ar1vest s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4131 Esch-sur-Alzette, 24, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 165.487.

EXTRAIT

Il découle du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} juillet 2014 les décisions suivantes:

- d'accepter, à compter du 1^{er} juillet 2014, la cession de 38 parts sociales détenues par Madame GRACCO Ariane, demeurant 56, avenue de la Gare à L-4130 ESCH/ALZETTE, à Madame GRACCO Cosima Damiana, domiciliée à B-6780 LONGEAU, 32, rue Beau Séjour, pour le prix convenu entre parties.

- d'accepter, à compter du 1^{er} juillet 2014, la cession de 38 parts sociales détenues par Madame GRACCO Ariane, demeurant 56, avenue de la Gare à L-4130 ESCH/ALZETTE, à Monsieur GRACCO Gaetano, domicilié à L-2414 LUXEMBOURG, 61, Raspert, pour le prix convenu entre parties.

- d'accepter, à compter du 1^{er} juillet 2014, la nomination de Madame GRACCO Ariane, demeurant 56, avenue de la Gare à L-4130 ESCH/ALZETTE, en tant que gérante technique.

- d'accepter, à compter du 1^{er} juillet 2014, la nomination de Monsieur GRACCO Gaetano, domicilié à L-2414 LUXEMBOURG, 61, Raspert, en tant que gérant administratif.

- La société est valablement engagée, en toutes circonstances, par la signature seule de la gérante technique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 18 juillet 2014.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2014104613/22.

(140125734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Nederfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 111.777.

—
Extrait des décisions prises lors du conseil d'administration en date du 15 juillet 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour *NEDERFIN S.A.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014105185/14.

(140125408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Napps, NterpriseApps S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 169.043.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Pour «*NterpriseApps S.A.*» en abrégé «*Napps*»

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Fabienne Lentz

Référence de publication: 2014105180/15.

(140125524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Navitas Solar Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 154.730.

—
I. Par résolutions prises en date du 11 juin 2014, le conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet immédiat.

II. Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 10 juin 2014, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Fabian Lörz, avec adresse au 12, Luisen Str., 76530 Baden-Baden, Allemagne, au mandat de «Mitglied des Verwaltungsrates», avec effet immédiat et pour une période venant à échéance le 10 juin 2020;

2. Nomination de Thomas Melchior, avec adresse 334, route de Mondorf, L-3260 Bettembourg, au mandat de «Mitglied des Verwaltungsrates», avec effet immédiat et pour une période venant à échéance le 10 juin 2020;

3. Nomination de Robert Brimeyer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de «Mitglied des Verwaltungsrates», avec effet immédiat et pour une période venant à échéance le 10 juin 2020;

4. Acceptation de la démission de Matthias Schätzle, avec adresse professionnelle au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, de son mandat de «Mitglied des Verwaltungsrates», avec effet immédiat;

5. Acceptation de la démission d'Uwe Nielsen, avec adresse au 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, de son mandat de «Verwaltungsratsmitglied», avec effet immédiat;

6. Acceptation de la démission de Lars Wolff Graversen, avec adresse au 25, Strandvejen, 8600 Silkeborg, Danemark, de son mandat de «Mitglied des Verwaltungsrates», avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 juin 2014.

Référence de publication: 2014105184/25.

(140125095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Diapason Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 114.892.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103013/9.

(140121654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

GEORGES FABER Opticien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 9, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 34.984.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2014103190/10.

(140121743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Exinter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3360 Leudelange, 4, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 71.904.

Les Comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Strassen, le 15/07/2014.

Pour EXINTER S.à r.l.

J. REUTER

Référence de publication: 2014103109/12.

(140122830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Neo Liquidation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 163.609.

EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014 et avec effet immédiat, ont décidé:

1 d'accepter la démission de Monsieur Lars Frankfelt en tant que gérant de catégorie A de la Société,

2 d'abolir la classification en catégorie B des gérants actuellement en fonction

3 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur Thomas Sonnenberg, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

- Monsieur Antonis Tzanetis, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé sans classification en tant que gérants de catégorie A ou de catégorie B de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer

Monsieur Thomas Sonnenberg

Monsieur Antonis Tzanetis

Monsieur Peter Ericsson

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Neo Liquidation S.à r.l.

Référence de publication: 2014105175/23.

(140125725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Drefincor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 145.119.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103049/9.

(140122100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Immogroup S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 8, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 141.728.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014103252/11.

(140122531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Auxila S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 122.745.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 17. Juli 2014.

Für: AUXILA S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014104655/14.

(140124922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Aradian Belt S.C.S., Société en Commandite simple.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 188.713.

STATUTS

Extrait fourni sur base de l'article 6 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales

Nom du Partenariat: ARDIAN Belt S.C.S. («la Société»)

Forme juridique: Société en commandite simple

Nom de l'actionnaire à responsabilité limitée: ARDIAN Co-Investment IV Treasury S.C.S.

But du Partenariat: L'objet de la Société est de réaliser un ou plusieurs investissements directs ou indirects au sein du portefeuille de la Société.

Siège social du Partenariat: 24, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg

Nom de l'organe de gestion: Aradian Co-Investment IV GP (l'associé gérant commandité)

Pouvoir de l'organe de gestion: La Société sera engagée envers les tiers par la signature du seul organe de gestion ou par un ou plusieurs mandataires ad hoc auxquels l'organe de gestion peut déléguer une partie de son pouvoir.

Date de création: 24 juin 2014

Date de maturité: 24 juin 2024

Référence de publication: 2014104641/20.

(140125562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Inside Immobilière S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3332 Fennange, 15, Op Grimmelbach.

R.C.S. Luxembourg B 163.649.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2014103258/10.

(140122831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Interteil Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint-Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 156.970.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103261/10.

(140122718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

EAVF BEN Neumunster Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.384.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EAVF BEN NEUMUNSTER S.à r.l.

SGG S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2014103078/13.

(140122361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Obika Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 158.249.

EXTRAIT

Lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue en date du 30 mai 2014, les actionnaires ont décidé d'adopter les résolutions suivantes:

1. La démission de Monsieur John Genovese de son mandat d'administrateur de catégorie A a été acceptée par les actionnaires avec effet au 1^{er} avril 2014.

2. Madame Melissa Leader, née le 10 août 1979 à Cape Town, Afrique du sud, avec adresse professionnelle au 36-38, Wigmore Street, Westminster, W1U 2LJ London, United Kingdom, a été nommée en tant que administrateur de catégorie A de la société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui doit se tenir en 2016.

3. Le mandat de Deloitte Audit en tant que réviseur d'entreprises agréé a été renouvelé jusqu'à l'assemblée générale des actionnaires qui doit se tenir en 2014.

4. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014104309/21.

(140124949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Hengen Print & More S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 14, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 188.821.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le premier juillet.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- Gustave HENGEN, indépendant, né à Wasserbillig, le 18 mars 1946, demeurant à L-3467 Dudelange, 42, rue Alexander Fleming.

2.- Marcelline LUNKWIG, indépendante, née à Dudelange, le 9 septembre 1946, demeurant à L-3467 Dudelange, 42, rue Alexander Fleming.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "Hengen Print & More SARL".

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'une imprimerie, d'un atelier graphique, l'édition, l'achat et la vente de tous articles de cette branche ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500.-) euros, représenté par cent (100) parts de cent vingt-cinq (125.-) euros chacune.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les parts ont été souscrites comme suit:

1.- Gustave HENGEN, indépendant, né à Wasserbillig, le 18 mars 1946, demeurant à L-3467 Dudelange, 42, rue Alexander Fleming, cinquante-quatre parts	54
2.- Marcelline LUNKWIG, indépendante, née à Dudelange, le 9 septembre 1946, demeurant à L-3467 Dudelange, 42, rue Alexander Fleming, quarante-six parts	46
Total: Cent parts	100

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais.

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à huit cent cinquante (850.-) euros.

Assemblée Générale Extraordinaire.

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-2557 Luxembourg, 14, rue Robert Stümper.
- Le nombre des gérants est fixé à deux (2).
- Sont nommés gérants, pour une durée illimitée:

1.- Alain VALET, employé, né à Arlon (Belgique), le 5 janvier 1967, demeurant à B-6700 Arlon, 327, route de Luxembourg.

2.- Régis BURGUN, employé, né à Metz (France), le 26 janvier 1973, demeurant à F-57330 Roussy Le Village, 4, Impasse des Prunelliers.

La société se trouve valablement engagée:

- a) jusqu'à un montant de cinq mille euros 5.000,- par la signature individuelle d'un gérant
- b) au delà d'un montant de cinq mille euros 5.000,- par les signatures conjointes des deux gérants.

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après information par le notaire aux comparants que la constitution de la présente société ne dispense pas, le cas échéant, la société de l'obligation de demander une autorisation de commerce afin de pouvoir se livrer à l'exercice des activités décrites plus haut sous "objet social" respectivement après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, de tout ce qui précède, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Hengen, Lunkwig et Molitor.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 juillet 2014. Relation LAC/2014/32425. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): Thill.

Référence de publication: 2014107603/75.

(140128862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Griffon Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid.

R.C.S. Luxembourg B 188.618.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le onzième jour de mois du juillet.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Frédéric DELHEZ, employé privé, né le 19 mars 1973 à Malmedy (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon, 73, rue du Vallon.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

Art. 2. La société a pour objet la promotion immobilière et plus généralement, l'acquisition, la détention, la mise en valeur, la gestion et la vente d'immeubles situés tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger

La société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle, le financement et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe dont elle pourrait faire partie ou à tout associé tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra hypothéquer ou gager ses biens, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution personnelle et/ou réelle au profit d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés qui seraient de nature à favoriser son développement.

Elle pourra conclure toute convention de rationalisation, de collaboration, d'association ou autres avec d'autres entreprises, associations ou sociétés.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

De manière générale, la société pourra passer tout acte et prendre toute disposition de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

Art. 4. La Société prend la dénomination sociale de «GRIFFON INVEST».

Art. 5. Le siège de la Société est établi dans la commune de Steinfort.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand-Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales, filiales ou d'autres bureaux, dans tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à deux cent mille euros (EUR 200.000,-) divisé en mille (1.000) parts sociales d'une valeur nominale de deux cents euros (EUR 200,-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

Art. 8. Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 10. Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

En cas d'associé unique, les cessions et transmissions, sous quelque forme que ce soit, de parts sociales sont libres.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

Art. 11. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

Art. 14. Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 17. Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le deuxième mardi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 19. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

Art. 20. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Art. 21. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Disposition transitoire:

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération:

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, le comparant préqualifié, déclare souscrire mille (1.000) parts sociales comme suit:

- Monsieur Frédéric DELHEZ, pré-qualifié, 1.000 parts
TOTAL: mille parts sociales 1.000 parts

La libération intégrale du capital social a été faite par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de mille six cents euros (EUR 1.600,-).

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-qualifié, présent ou représenté comme mentionné ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Frédéric DELHEZ, employé privé, né le 19 mars 1973 à Malmedy (Belgique), demeurant à B-6700 Arlon, 73, rue du Vallon.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif la partie comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social tel que modifié ci-dessus, ce qui est expressément reconnu par la partie comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Windhof, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. DELHEZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 14 juillet 2014. Relation: DIE/2014/9058. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 15 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103209/171.

(140122436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Ceres Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 95.244.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 17 avril 2014:

- Le mandat de FPS Audit S.à r.l. de 46, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, le réviseur d'entreprise agréé de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de FPS Audit S.à r.l. prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 statuant sur les comptes annuels de 2014.

Luxembourg, le 17 avril 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014104729/15.

(140125347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Ecosse Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 188.607.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth of June,

Before Maître Jean SECKLER, notary, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Privatisierung Real Estate S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 150420, referred to hereafter as the "Sole Shareholder",

represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy form given under private seal, which, initialled ne varietur by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the notary to draw up the articles of incorporation (the "Articles") of a "société à responsabilité limitée" (the "Company") as follows:

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Ecosse Topco S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 13.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law ("Luxembourg Law").

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or any body corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital.

5.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Sole Manager subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

6. Indivisibility of shares.

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

7. Transfer of shares.

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

8. Management.

8.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

10. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the sole signature of any Manager;

10.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

11. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

12. Board meetings.

12.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.5.

12.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

13. Shareholders' resolutions.

13.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

13.2 Subject as provided in Articles 13.2, 13.4 and 13.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

13.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

13.4 Subject as provided in Article 13.2, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

13.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

13.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

13.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

13.8

13.8.1 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

13.8.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article 13.8.1 and the above provisions of Article 13.8.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

14. Business year.

14.1 The Company's financial year starts on 1 January and ends on the 31 December of each year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on the following 31 December (all dates inclusive).

14.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the 1915 Law on second Tuesday of the month of May at 5 p.m.

15. Distributions on shares.

15.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

15.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

16. Dissolution and liquidation. The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and Article 13. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

17. Interpretation and Luxembourg law.

17.1 In these Articles:

17.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

17.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

17.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

17.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the above-named party Privatisierung Real Estate S.à r.l. has subscribed the twelve thousand five hundred (12,500) shares.

All these shares have been fully paid up, so that the sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as it has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of costs

The party has estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about one thousand two hundred Euros (EUR 1,200.-).

Resolutions of the sole shareholder

The above-named party, representing the entire subscribed capital and acting as Sole Shareholder of the Company pursuant to Article 13 of the Articles, has immediately taken the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 20, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg;

2. The following persons have been elected as Manager:

- Mr. Dr. Bernhard ENGELBRECHT, manager, born on 21 December 1967 in Munich, Germany, with professional address at 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Matthias KASPAR, manager, born on 17 March 1965 in Mering, Germany, with professional address at 28, Kolpingstrasse, D-86504 Merching, Germany;

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

After reading the present deed to the proxyholders of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholders have signed with the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den achtzehnten Juni.

Vor Uns, dem unterzeichnenden Notar Jean SECKLER, mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg

IST ERSCHIENEN:

Privatisierung Real Estate S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Geschäftsanschrift in 20, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen im luxemburgischen Handelsund Gesellschaftsregister unter der Nummer B 150420, hiernach bezeichnet als der "Alleinige Gesellschafter",

vertreten durch jeglichen Anwalt der Anwaltskanzlei Clifford Chance vertreten durch Herrn Henri DA CRUZ, Privatbeamter, beruflich ansässig in Junglinster, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift.

Die genannte Vollmacht, nach "ne varietur" Paraphierung durch den Bevollmächtigten des Erschienenen und den amtierenden Notar, bleibt der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Erschienene, handelnd als Alleiniger Gesellschafter, ersucht den amtierenden Notar, die Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) (die "Satzung") wie folgt zu beurkunden:

1. Rechtsform und Name der gesellschaft. Die Gesellschaft besteht in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "Ecosse Topco S.à r.l." (im Folgenden die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft unterliegt insbesondere dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (im Folgenden das "Gesetz von 1915") und den Vorschriften dieser Satzung (im Folgenden die "Satzung").

2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft (der "Sitz") ist in Luxemburg-Stadt (Großherzogtum Luxemburg).

2.2 Der Gesellschaftssitz kann verlegt werden:

2.2.1 innerhalb derselben Gemeinde im Großherzogtum Luxemburg durch:

(a) den alleinigen Geschäftsführer (definiert in Artikel 8.2), sofern die Gesellschaft nur einen alleinigen Geschäftsführer hat; oder

(b) den Rat der Geschäftsführer (definiert in Artikel 8.3) für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat; oder

2.2.2 an jeden Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg (innerer oder außerhalb derselben Gemeinde) durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter (im Folgenden die "Hauptversammlung") gemäß der vorliegenden Satzung (einschließlich Artikel 13.4) und der jeweils geltenden Fassung der Gesetze des Großherzogtums Luxemburgs, einschließlich des Gesetzes von 1915 über Handelsgesellschaften (das "Luxemburger Recht").

2.3 Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der ordnungsgemäße Geschäftsverkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse militärischer, politischer, wirtschaftlicher, gesellschaftlicher oder sonstiger Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Diese Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, welche, ungeachtet der vorübergehenden Sitzverlegung, stets eine Luxemburger Gesellschaft bleibt. Der Beschluss über die vorübergehende Sitzverlegung der Gesellschaft wird entsprechend durch die alleinigen Geschäftsführer oder durch den Rat der Geschäftsführer getroffen.

2.4 Niederlassungen oder andere Repräsentanzen können sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland eröffnet werden.

3. Gesellschaftszweck. Gesellschaftszweck ist es:

3.1 als Beteiligungsgesellschaft ("Holdinggesellschaft") zu fungieren und die geschäftlichen Tätigkeiten der juristischen Personen, an denen sie direkt oder indirekt eine Beteiligung hält, zu koordinieren. Hierunter fallen auch der Teil- oder Gesamterwerb (ob durch originäre Zeichnung, Ausschreibung, Kauf, Tausch oder anderweitig) von Aktien, Anteilen, Schuldverschreibungen, Obligationen, Anleihen sowie von sonstigen Vermögensgegenständen und Wertpapieren jeglicher Art, mit dem Ziel, diese als Anlage zu halten, zu tauschen, zu verkaufen oder auf sonstige Weise zu disponieren;

3.2 alle möglichen Handelsgeschäfte auszuführen sowie Gewerbe zu betreiben und das gesamte Geschäft oder Teile des Geschäfts, die Liegenschaften und/oder Verbindlichkeiten jeder Person, die entsprechende Geschäfte ausübt, zu erwerben, abzuwickeln und auszuüben;

3.3 Geld und Vermögensmittel der Gesellschaft anzulegen oder mit diesen zu handeln, Kredite und Darlehen zu gewähren, und zwar zu den Bedingungen, die vom alleinigen Geschäftsführer oder (gegebenenfalls) von den Geschäftsführern als angemessen erachtet werden, mit oder ohne Stellung von Sicherheiten;

3.4 Kredite in jeglicher Form aufzunehmen oder sonstige Kreditfazilitäten zu nutzen, Gelder aufzubringen zu den Bedingungen, die vom alleinigen Geschäftsführer oder (gegebenenfalls) von den Geschäftsführern als angemessen erachtet werden. Dies umfasst auch Ausgabe, Erwerb, Umwandlung, Einlösung und Abrechnung von Schuldscheinen und sonstigen dauerhaften oder anderen, konvertierbaren oder nicht konvertierbaren Forderungs- oder Kapitalinstrumenten, unabhängig davon, ob das (bestehende oder zukünftige) Unternehmenseigentum oder noch nicht aufgerufenes Kapital ganz oder teilweise belastet werden (soweit dies nach Luxemburger Recht zulässig ist);

3.5 Beteiligungen an Dritten zu erwerben oder mit diesen zu verschmelzen, zu fusionieren, sich zusammenzuschließen, in eine Partnerschaft oder eine andere Vereinbarung zum Zwecke der Profitteilung zu treten, eine Interessensgemeinschaft oder eine Kooperation einzugehen, Gemeinschaftsunternehmen zu gründen, gegenseitige Zugeständnisse oder anderweitige Vereinbarungen mit beliebigen Personen, einschließlich der eigenen Mitarbeiter, zu treffen;

3.6 Garantien, Garantieverträge oder Bürgschaften abzuschließen sowie Sicherheiten für die Erfüllung der sich hieraus ergebenden Verpflichtungen bereitzustellen. Darunter fallen auch Geldleistungen von einer beliebigen Person (unter Einbeziehung aller juristischen Personen, an denen die Gesellschaft eine direkte oder indirekte Beteiligung in beliebiger Höhe hält sowie jeder Person ("einer Holdinggesellschaft"), die direkt oder indirekt eine Beteiligung an der Gesellschaft hält oder der gleichen Unternehmensgruppe angehört sowie jede Person, die auf sonstige Weise mit der Gesellschaft geschäftlich oder unternehmerisch verbunden ist), unabhängig davon, ob die Gesellschaft dadurch (mittelbar oder unmittelbar) eine Gegenleistung oder einen Vorteil erhält und unabhängig davon, ob eine persönliche Zusage oder eine Hypothek, eine Belastung oder ein Zurückbehaltungsrecht über einen Teil oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft, das Eigentum oder das (aktuelle und zukünftige) Vermögen oder Sonstiges besteht. Der Begriff "Garantie" im Sinne dieses Artikels 3.6 umfasst jede Art von Verbindlichkeit, unabhängig von ihrer genauen Bezeichnung und zugleich die Verpflichtung, diese zu bezahlen, zu erfüllen, finanzielle Mittel für die Bezahlung und Begleichung zur Verfügung zu stellen, Zahlungen im Fall des Zahlungsausfalls sicherzustellen und abzusichern beziehungsweise anderweitig für die Verbindlichkeiten oder finanzielle Verpflichtungen anderer Personen zu haften;

3.7 bewegliches oder unbewegliches Vermögen (Grundbesitz) zu kaufen, zu pachten, auszutauschen, zu mieten oder anderweitig zu erwerben. Dies umfasst zudem sämtliche sonstigen diesbezüglichen Rechte oder Sonderrechte;

3.8 jede Art von beweglichen oder unbeweglichen Vermögen sowie Teile oder die Gesamtheit der Verpflichtungen der Gesellschaft zu verkaufen, zu verleihen auszutauschen, zu vermieten oder darüber zu verfügen, soweit dies vom alleinigen Geschäftsführer oder (gegebenenfalls) von den Geschäftsführern als angemessen erachtet wird. Dies umfasst

Aktien, Schuldverschreibungen und andere Sicherheiten, welche entweder bereits ganz oder teilweise eingezahlt wurden, von beliebigen Personen, unabhängig davon, ob sie (ganz oder teilweise) vergleichbare Zwecke verfolgen. Ferner umfasst dies auch das Recht, Gesellschaftsanteile, Schuldverschreibungen und andere erworbene Sicherheiten zu halten sowie Eigentum und Rechte der Gesellschaft in Teilen oder als Ganzes zu verbessern, zu verwalten, zu entwickeln, zu verkaufen, auszutauschen, zu verleihen, zu belasten, darüber zu verfügen, Optionsrechte zu übertragen, zu verwerten oder anderweitig damit zu verfahren;

3.9 jede Art von Handlungen, die in den einzelnen Absätzen dieses Artikels 3 genannt sind (a) weltweit, (b) als Geschäftsherr, Bevollmächtigter, Vertragspartner, Treuhänder oder sonstiges, (c) von oder über einen Treuhänder, Bevollmächtigten, Nachunternehmer oder sonstigen (d) eigenständig oder zusammen mit einer oder mehreren anderen Personen vorzunehmen;

3.10 jede Art von Handlungen, die vom alleinigen Geschäftsführer oder (gegebenenfalls) von den Geschäftsführern für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks oder für die Ausführung aller ihrer Kompetenzen als förderlich oder zielführend erachtet werden, vorzunehmen (dies umfasst den Abschluss, die Ausführung oder die Ausübung von Verträgen, Urkunden, Abkommen und Vereinbarungen mit oder zugunsten beliebiger Personen);

STETS UNTER DER VORAUSSETZUNG, dass die Gesellschaft keine Transaktionen tätigt, welche in den Bereich der reglementierten Tätigkeiten des Finanzsektors fallen oder eine Geschäftserlaubnis nach Luxemburger Recht voraussetzen, solange sie jeweils keine entsprechende Erlaubnis besitzt.

4. Dauer. Die Gesellschaft wird für eine unbeschränkte Zeitdauer errichtet.

5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR), eingeteilt in zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 1,- (ein Euro) (die "Anteile"). Der Begriff "Gesellschafter" im Sinne dieser Satzung meint die jeweiligen Anteilshaber zum jeweils maßgeblichen Zeitpunkt.

5.2 Die Gesellschaft kann ein Aufgeldkonto (das "Aufgeldkonto") eröffnen, auf welches etwaige Anteilenaufgelder einzuzahlen sind. Über die Verwendung dieses Kontos entscheidet der alleinige Geschäftsführer im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und der vorliegenden Satzung.

5.3 Die Gesellschaft kann Eigenkapitalbeteiligungen oder anderen Beteiligungen vorbehaltlos zustimmen, ohne Anteile oder andere Sicherheiten für diese Beteiligungen auszugeben und kann diese Beteiligungen einem beziehungsweise mehreren Konten gutschreiben. Entscheidungen darüber, wie diese Konten zu verwenden sind, müssen vom alleinigen Geschäftsführer oder den Geschäftsführern gemäß dem Gesetz von 1915 und dieser Satzung getroffen werden. Um Missverständnisse auszuschließen, kann im Rahmen einer solchen Entscheidung der beigesteuerte Betrag dem Beitragszahler zugeordnet werden.

5.4 Alle Anteile haben dieselben Rechte.

5.5 Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes von 1915 ihre eigenen Anteile erwerben oder das gezeichnete Gesellschaftskapital herabsetzen.

6. Unteilbarkeit der gesellschaftsanteile.

6.1 Die Anteile sind unteilbar.

6.2 In begründeten Einzelfällen können mehrere Personen als Inhaber desselben Anteils eingetragen werden. Voraussetzung dafür ist, dass alle Inhaber der Anteile die Gesellschaft schriftlich darüber in Kenntnis setzen, welcher Inhaber als Vertreter fungieren soll. Die Gesellschaft wird diesen Anteileneinhaber so behandeln, als ob er der einzige Inhaber sei. Dies gilt auch im Hinblick auf Abstimmungen, Dividenden oder sonstige Zahlungsansprüche.

7. Übertragung der Anteile.

7.1 Solange die Gesellschaft nur einen Anteilseigner hat, sind die Anteile frei übertragbar.

7.2 Sofern die Gesellschaft mehr als einen Anteilseigner hat, gilt:

7.2.1 Anteile dürfen, mit Ausnahme von Sterbefällen, nicht an Nichtgesellschafter übertragen werden. Es sei denn, dass Anteilseigner, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, der Übertragung in der Hauptversammlung zugestimmt haben.

7.2.2 Die Übertragung von Anteilen an Nichtgesellschafter infolge Sterbefalls bedarf der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel der Anteile der Hinterbliebenen halten oder das Vorliegen eines der in Artikel 189 des Gesetzes von 1915 vorgesehenen Umstände;

7.2.3 Die Übertragung von Anteilen unterliegt den Bestimmungen der Artikel 189 und 190 des Gesetzes von 1915.

8. Geschäftsführung.

8.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern ("Geschäftsführer") verwaltet, der/die durch Beschluss der Gesellschafter im Einklang mit dem Luxemburger Recht und dieser Satzung ernannt werden.

8.2 Für den Fall, dass die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt nur einen Geschäftsführer hat, so wird dieser als "alleiniger Geschäftsführer" bezeichnet.

8.3 Sofern die Gesellschaft zeitweise eine Mehrzahl von Geschäftsführern aufweist, werden diese im Folgenden als die "Geschäftsführer" (conseil de gérance) bezeichnet.

8.4 Ein Geschäftsführer kann jederzeit aufgrund eines beliebigen Grundes durch einen Beschluss der Anteilhaber entlassen werden, welcher im Einklang mit dieser Satzung und dem Luxemburger Recht steht.

9. Befugnisse der Geschäftsführung. Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, der Rat der Geschäftsführer ist befugt, alle Geschäfte der Gesellschaft vorzunehmen, die notwendig oder zweckmäßig sind, um den Gesellschaftszweck zu erfüllen, außer solchen, die durch das Gesetz oder diese Satzung ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind.

10. Rechtmässige Vertretung. Die Gesellschaft wird, gemäß dem Luxemburger Recht und der vorliegenden Satzung, gegenüber Dritten wie folgt vertreten und/oder wirksam verpflichtet:

10.1 sofern die Gesellschaft lediglich einen alleinigen Geschäftsführer hat, so vertritt dieser die Gesellschaft;

10.2 sofern die Gesellschaft mehr als einen Geschäftsführer hat, durch jeden Geschäftsführer;

10.3 durch eine beliebige andere Person, sofern dieser entsprechende Befugnisse gemäß Artikel 11 übertragen worden sind.

11. Ad-hoc bevollmächtigte (agent of the managers). Der alleinige Geschäftsführer oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, beliebige Geschäftsführer können ihre Befugnisse für bestimmte Aufgaben jeweils auf einen oder mehrere Ad-Hoc Bevollmächtigte übertragen. Sie legen diesbezüglich sowohl die Dauer der Vertretung, den Verantwortungsbereich, die Vergütung (falls einschlägig) als auch jede andere Bedingung festlegen.

12. Geschäftsführerversammlung ("Board meetings").

12.1 Jeder Geschäftsführer kann eine Geschäftsführerversammlung ("Geschäftsführerversammlung") einberufen. Der Rat der Geschäftsführer ernennt einen Vorsitzenden.

12.2 Der Rat der Geschäftsführer kann während einer Geschäftsführerversammlung wirksam beraten und ohne die Einhaltung von Einberufungserfordernissen beziehungsweise -formalitäten Beschlüsse fassen, wenn alle Geschäftsführer entweder persönlich oder durch einen Bevollmächtigten vorab schriftlich oder in der entsprechenden Geschäftsführerversammlung auf die vorherige Einberufungserfordernisse respektive -formalitäten verzichtet haben.

12.3 Jeder Geschäftsführer kann sich durch ein anderen Geschäftsführer (nicht aber durch eine beliebige andere Person) auf einer Geschäftsführerversammlung vertreten lassen (der "Vertreter eines Geschäftsführers"), um in seinem Namen an der Sitzung teilzunehmen, zu verhandeln, abzustimmen und sämtliche Funktionen auszuüben. Ein Geschäftsführer kann als Vertreter für mehrere Geschäftsführer auf einer Verwaltungsratssitzung auftreten, unter der Voraussetzung (unbeschadet etwaiger Quorumfordernisse), dass mindestens zwei Geschäftsführer physisch auf der Geschäftsführerversammlung persönlich anwesend sind oder aber unter der Voraussetzungen des Artikels 12.5 persönlich an der Verwaltungsratssitzung teilnehmen.

12.4 Der Rat der Geschäftsführer kann nur wirksam beraten und Beschlüsse fassen, wenn mindestens die Hälfte der Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. Die Entscheidungen der Geschäftsführerversammlung werden durch einfache Mehrheit der gegenwärtigen oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder getroffen.

12.5 Ein Geschäftsführer beziehungsweise dessen Vertreter kann wirksam an einer Geschäftsführerversammlung via Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, vorausgesetzt, dass alle Teilnehmer während der Sitzung in der Lage sind, sich gegenseitig zu hören und zu sprechen. Alle in dieser Weise teilnehmenden Personen als persönlich in der Sitzung anwesend, werden im Quorum mitgezählt und können ihre Stimme abgeben. Alle Geschäfte, die auf diese Art und Weise von den Geschäftsführern getätigt werden, gelten nach Maßgabe des Luxemburger Rechts im Sinne dieser Satzung als zulässig und wirksam in der Geschäftsführerversammlung getätigt. Dies gilt auch dann, wenn weniger als die für eine Abstimmung vorausgesetzte Anzahl von Geschäftsführern (oder deren Vertreter) physisch an demselben Ort anwesend sind.

12.6 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern (beziehungsweise dem jeweiligen Vertreter eines Geschäftsführers) unterzeichnet wurde, ist ordnungsgemäß und rechtskräftig und steht einem Beschluss, der in einer ordnungsgemäß einberufenen sowie abgehaltenen Geschäftsführerversammlung gefasst wurde, gleich. Ein solcher Beschluss kann aus einem oder mehreren ähnlichen Dokumenten bestehen, die jeweils von den betreffenden Geschäftsführern oder deren Vertretern unterschrieben wurden.

12.7 Jeder in der Geschäftsführerversammlung anwesende Geschäftsführer kann die Sitzungsprotokolle der Geschäftsführerversammlung unterschreiben und die Auszüge der Sitzungsprotokolle beglaubigen.

13. Beschlüsse der Gesellschafter.

13.1 Jeder Gesellschafter hat eine Stimme pro Anteil, dessen Inhaber er ist.

13.2 Vorbehaltlich der Regelungen in der Artikeln 13.2, 13.4 und 13.5 sind Beschlüsse der Gesellschafter nur wirksam, wenn sie von Gesellschaftern verabschiedet werden, die mindestens die Hälfte der Anteile halten. Soweit diese Anzahl bei der ersten Versammlung oder bei dem ersten schriftlichen Beschluss nicht erreicht wird, sollen die Gesellschafter ein zweites Mal per Einschreiben einberufen oder konsultiert werden. Die Entscheidung kann sodann mit der Mehrheit der anwesenden Stimmen ergehen, unabhängig von der Anzahl der vertretenen Anteile.

13.3 Die Verpflichtung eines Gesellschafters zur Erhöhung seiner Beteiligung gegenüber an der Gesellschaft sowie die Änderung der Nationalität der Gesellschaft können nur durch einen einstimmigen Beschluss erfolgen.

13.4 Vorbehaltlich der Regelungen in Artikel 13.3 werden Beschlüsse, die die Änderung dieser Satzung zum Gegenstand haben (einschließlich der Verlegung des Gesellschaftssitzes), soweit nichts anderes bestimmt ist, von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapital vertreten, in einfacher Mehrheit beschlossen.

13.5 Ein Beschluss, der die Auflösung oder die Art der Liquidierung der Gesellschaft zum Gegenstand hat, muss im Einklang mit dem Luxemburger Recht verabschiedet werden.

13.6 Eine Hauptversammlung der Gesellschafter ("Hauptversammlung") kann ohne Einhaltung aller oder irgendeiner der Einberufungserfordernisse und -formalitäten wirksam beraten und Entscheidungen treffen, wenn alle Gesellschafter auf die entsprechenden Einberufungserfordernisse und -formalitäten entweder schriftlich oder auf der jeweiligen Hauptversammlung, persönlich oder durch einen bevollmächtigten Stellvertreter, verzichtet haben.

13.7 Ein Gesellschafter kann auf einer Hauptversammlung vertreten sein, indem er schriftlich (auch per Fax, E-Mail oder dergleichen) einen Stellvertreter oder Bevollmächtigten, der kein Gesellschafter zu sein braucht, benennt

13.8

13.8.1 Soweit die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können Beschlüsse, anstatt auf Gesellschafterversammlungen, auch schriftlich ergehen. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den genauen Text der zu fassenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

13.8.2 Die Mehrheitserfordernisse, die im Hinblick auf die Verabschiedung von Beschlüssen auf Gesellschafterversammlungen gelten, finden auch auf schriftliche Beschlüsse entsprechend Anwendung (mutatis mutandis. Ausgenommen dort, wo dies aufgrund der Bestimmungen des Luxemburger Rechts notwendig ist, bestehen keine besonderen Quorums- und Beschlussfähigkeitsanforderungen in Bezug auf die Verabschiedung von schriftlichen Beschlüssen. Die schriftlichen Beschlüsse der Gesellschafter sollen mit dem Eingang der Originalkopien (oder per Fax oder Email gesendete Kopien) der Stimmabgaben der Gesellschafter, vorbehaltlich der Regelungen in den Artikeln 13.8.1 und 13.8.2, als gültig verabschiedet gelten, unabhängig davon, ob alle Gesellschafter abgestimmt haben.

14. Geschäftsjahr.

14.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt jeweils am 1. Januar des Jahres und endet jeweils am 31. Dezember des Jahres. Als Übergangsbestimmung beginnt das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am folgenden 31. Dezember (jeweils einschließlich).

14.2 Soweit die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, müssen gemäß Artikel 196 des Gesetzes von 1915 wenigstens einmal im Jahr, am zweiten Dienstag des Monats Mai um 17 Uhr Gesellschafterversammlungen abgehalten werden.

15. Ergebnisbeteiligung und Ausschüttungen.

15.1 Vom Nettogewinn der Gesellschaft, welcher in Übereinstimmung mit den anwendbaren rechtlichen Bestimmungen ermittelt wurde, werden fünf Prozent (5%) zur Bildung der gesetzlichen Rücklage verwendet. Diese zwingende Verpflichtung zur Bildung der Rücklage endet, wenn diese Rücklage einen Betrag erreicht hat, der zehn (10%) Prozent des Gesellschaftskapitals entspricht

15.2 Vorausgesetzt, dass es nach Luxemburger Recht und durch diese Satzung erlaubt ist, soll die Ausschüttung von verfügbarem ausschüttbarem Kapital an die jeweiligen Gesellschafter nach Maßgabe der jeweiligen Rechte durch einen Beschluss der Hauptversammlung vorgeschlagen werden.

15.3 Der alleinige Geschäftsführer oder gegebenenfalls der Rat der Geschäftsführer kann vor Ende des Geschäftsjahres Interimsdividenden an die Gesellschafter auszahlen, sofern auf Grundlage eines Zwischenabschlusses ausreichende Mittel zur Verfügung stehen. Der auszuschüttende Betrag darf den seit Ende des letzten Geschäftsjahres erzielten Gewinn, zuzüglich des Gewinnvortrags sowie der Entnahmen aus den zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen, und vermindert um den Verlustvortrag sowie aufgrund des sich aus dem Gesetzes von 1915 ergebenden und satzungsmäßiger Verpflichtungen in die Rücklagen einzustellende Beträge, nicht übersteigen.

16. Auflösung und Liquidation. Die Liquidation der Gesellschaft soll durch die Versammlung der Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und Artikel 13 beschlossen werden. Wenn die Gesellschaft zum maßgeblichen Zeitpunkt lediglich einen alleinigen Gesellschafter hat, kann dieser Gesellschafter nach eigenem Ermessen die Auflösung beschließen, indem er selbst alle, bekannten oder unbekannt, Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft übernimmt.

17. Salvatorische Klausel und gesetzliche Vorschriften.

17.1 In der vorliegenden Satzung:

17.1.1 umfasst/umfassen:

(a) Personenbezeichnungen, welche aus Gründen der besseren Lesbarkeit lediglich in der männlichen oder weiblichen Form verwendet werden, auch das jeweils andere Geschlecht;

(b) Begriffe, die in der Einzahl verwendet werden auch die Mehrzahl und vice versa, soweit sich nichts anderes aus dem Sachzusammenhang ergibt;

(c) eine "Person" sowohl ein Individuum als auch eine Firma, eine Gesellschaft, ein Unternehmen oder ein anderes Gesellschaftsorgan, die Regierung, den Staat oder eine Staatliche Agentur oder ein Joint Venture, einen Verein, eine Partnerschaft, einen Betriebsrat oder den Arbeitnehmervertreter (mit oder ohne eigene Rechtspersönlichkeit);

(d) eine gesetzliche oder satzungsgemäße Regelung auch die Änderungen und die Wiederinkraftsetzungen (mit oder ohne Änderungen) der gesetzlichen oder satzungsgemäßen Regelungen.

17.1.2 die Wörter "umfassen" und "sich auf etwas beziehen" beinhalten stillschweigend den Zusatz der Wörter "ohne Einschränkung". Allgemeinen Begriffen darf kein restriktiverer Sinn gegeben werden, auf Grund der Tatsache, dass ihnen Wörter vorangestellt sind oder ihnen folgen, die auf Handlungen, Angelegenheiten oder Sachen hinweisen oder deren Beispiele einen allgemeinen Sinn haben;

17.1.3 die Überschriften der vorliegenden Satzung haben keinen Einfluss auf ihre Interpretation oder Auslegung.

17.2 Die Gesellschaft unterliegt über diese Satzung hinaus sämtlichen Luxemburger Rechtsvorschriften.

Zeichnung und Zahlung

Die Satzung soeben erstellt, die oben-genannte Privatisierung Real Estate S.à r.l. hat die zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile gezeichnet.

Alle Anteile wurden voll eingezahlt, sodass die Summe von zwölftausend fünf hundert Euros (EUR 12.500,-) unverzüglich der Gesellschaft zur freien Verfügung steht, wie es dem Notar bewiesen wurde.

Erklärung

Der Notar, welcher die gegenwärtige Urkunde erstellt, erklärt, dass die Bedingungen vom Artikel 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt wurden und zeugt ausdrücklich ihre Erfüllung.

Kostenschätzung

Die Partei hat die Kosten, Gebühren und Abgaben, in jeglicher Form, welche von der Gesellschaft zu übernehmen sind oder welche der Gesellschaft belastet werden im Zusammenhang mit der Gründung, auf ungefähr eintausendzweihundert Euro (EUR 1.200,-) eingeschätzt.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann hat die oben-genannte Partei, welcher das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und als Alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft gemäß Artikel 13 der Satzung handelt, folgende Beschlüsse sofort gefasst:

1. Als Adresse des Gesellschaftssitzes wird 20, rue Philippe II, L-2340 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg bestimmt.

2. Folgende Personen wurden als Geschäftsführer gewählt:

- Herrn Dr. Bernhard ENGELBRECHT, Geschäftsführer, geboren am 21. Dezember 1967 in München, wohnhaft in 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

- Herrn Matthias KASPAR, Geschäftsführer, geboren am 17. März 1965 in Mering, Deutschland, wohnhaft in 28, Kollpingstrasse, D-86504 Merching, Deutschland

Der amtierende Notar, welcher die englische Sprache versteht und spricht, bestätigt, dass vorliegende Urkunde in Englisch gefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Unterschieden zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgebend ist.

WORÜBER URKUNDE erstellt wurde mit Datum wie eingangs erwähnt zu Luxemburg.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den erschienenen Bevollmächtigten, hat letzterer mit Uns, dem amtierenden Notar, die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 26 juin 2014. Relation GRE/2014/2479. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014103055/545.

(140122032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Drefincor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 145.119.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014103050/9.

(140122101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

M&G Real Estate (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 170.483.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of June.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "General Meeting") of M&G Real Estate (Luxembourg) S.A., a public limited company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 170.483 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg), on 20 July 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial C") Number 2074 on 22 August 2012. The articles of incorporation have been amended by a deed of the undersigned notary on 19 December 2013 which has been published in the Mémorial C Number 814 on 29 March 2014.

The General Meeting was opened at 11.30am (CET) under the chairmanship of Mrs Michèle Kemp, lawyer, residing professionally in Luxembourg (the "Chairman"),

who appointed as secretary, Mrs Camille Delacoute, lawyer, residing professionally in Luxembourg.

The General Meeting elected as scrutineer, Mrs Fabienne Moreau, lawyer, residing professionally in Luxembourg. After the constitution of the board of the General Meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The agenda of the present General Meeting is the following:

Agenda

1. Change of the corporate purpose of the Company and subsequent amendment of Article 3 "Purpose" of the articles of incorporation of the Company (the "Articles"), which shall read as follows:

The purpose of the Company is the administration and management of alternative investment funds ("AIFs") subject to the Luxembourg law on specialised investment funds dated 13 February 2007 as amended, in accordance with and within the limitations set forth by chapter 16 of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the "2010 Law") and the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the "AIFM Law").

The Company shall carry out any activities connected with the management, administration and marketing of the AIFs.

In accordance with the AIFM Law, the Company, as alternative investment fund manager ("AIFM"), will perform the activities listed in Annex I of the AIFM Law, in particular investment management functions with regards to the AIFs as follows:

- a) portfolio management;
- b) risk management.

The Company may additionally perform in the course of the collective management of the AIFs the following other functions:

- a) administration:
 - i) legal and fund management accounting services;
 - ii) customer inquiries;
 - iii) valuation and pricing, including tax returns;
 - iv) regulatory compliance monitoring;
 - v) maintenance of unit-/shareholder register;
 - vi) distribution of income;
 - vii) unit/shares issues and redemptions;
 - viii) contract settlements, including certificate dispatch;
 - ix) record keeping;
- b) marketing;

c) activities related to the assets of AIFs, namely services necessary to meet the fiduciary duties of the Company as AIFM, facilities management, real estate administration activities, advice to undertakings on capital structure, industrial strategy and related matters, advice and services relating to mergers and the purchase of undertakings and other services connected to the management of the AIFs and the companies and other assets in which they have invested.

For the avoidance of doubt, "AIFs" also includes (i) the AIF's management company(ies), where the AIF is a common fund and/or (ii) the directly or indirectly wholly-owned subsidiaries of the AIFs referred to herein.

The Company may delegate part of these activities to third parties. The Company may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish representative offices and/or branches.

The Company may also administer its own assets on an ancillary basis and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes as well as any other activity authorized under all applicable laws remaining within the limitations set forth by article 125 - 2 of chapter 16 of the 2010 Law and as applicable the AIFM Law.”

2. Amendment of the second sentence of the second paragraph of Article 6 “Register of Shares-Share Certificates” of the Articles, which shall read as follows:

“This register will contain all the information required by article 39 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”).”

3. Amendment of Article 14 “Powers of the Board of Directors” of the Articles, which shall read as follows:

“The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company’s interests. All powers not expressly reserved by the 1915 Law or by these articles of incorporation of the Company to the General Meeting fall within the competence of the board of directors.

The Company’s business will be conducted by at least two persons in compliance with article 6 and article 7 of the AIFM Law.

The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly (in the form of a committee where appropriate) in accordance with article 60 of the 1915 Law. Their nomination, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of directors. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.”

4. Amendment of the first paragraph of Article 18 “Authorised Auditor” of the Articles which shall read as follows:

“The operations of the Company and its financial situation, including particularly its books of accounts and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an authorised auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and shall fulfil all duties prescribed by the 2010 Law and the AIFM Law.”

5. Amendment of Article 23 “Applicable Law” of the Articles which shall read as follows:

“All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law as well as the 2010 Law and AIFM Law.”

6. Miscellaneous.

II. The name of the shareholder present at the General Meeting or duly represented by proxy as well as the number of shares held by the sole shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholder present, the proxy of the shareholder represented, the members of the board of the General Meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxy given shall be initialed «ne varietur» by the members of the board of the General Meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

III. The quorum of at least one half of the capital is required by Article 67-1 (2) of the Luxembourg law on commercial companies, as amended (the “Law of 1915”), and the resolution on each item of the agenda, has to be voted for by the affirmative vote of at least two thirds of the votes validly cast at the General Meeting.

IV. Pursuant to the attendance list, all the one thousand two hundred and fifty (1,250) shares in issue are present or represented at the Meeting.

V. The whole corporate capital being present or represented at the present Meeting and the sole shareholder present or represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to the Meeting, no convening notices were necessary.

VI. The present General Meeting is regularly constituted in accordance with Article 67-1 (2) of the Law of 1915 and may validly deliberate on the items of the agenda.

After deliberation, the General Meeting took the following resolution:

First resolution

The General Meeting resolves to change the corporate purpose of the Company and to subsequently amend Article 3 “Purpose” of the Articles, which shall read as follows:

“The purpose of the Company is the administration and management of alternative investment funds (“AIFs”) subject to the Luxembourg law on specialised investment funds dated 13 February 2007 as amended, in accordance with and within the limitations set forth by chapter 16 of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the “2010 Law”) and the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”).

The Company shall carry out any activities connected with the management, administration and marketing of the AIFs.

In accordance with the AIFM Law, the Company, as alternative investment fund manager (“AIFM”), will perform the activities listed in Annex I of the AIFM Law, in particular investment management functions with regards to the AIFs as follows:

- a) portfolio management;
- b) risk management.

The Company may additionally perform in the course of the collective management of the AIFs the following other functions:

- a) administration:
 - i) legal and fund management accounting services;
 - ii) customer inquiries;
 - iii) valuation and pricing, including tax returns;
 - iv) regulatory compliance monitoring;
 - v) maintenance of unit-/shareholder register;
 - vi) distribution of income;
 - vii) unit/shares issues and redemptions;
 - viii) contract settlements, including certificate dispatch;
 - ix) record keeping;
- b) marketing;

c) activities related to the assets of AIFs, namely services necessary to meet the fiduciary duties of the Company as AIFM, facilities management, real estate administration activities, advice to undertakings on capital structure, industrial strategy and related matters, advice and services relating to mergers and the purchase of undertakings and other services connected to the management of the AIFs and the companies and other assets in which they have invested.

For the avoidance of doubt, “AIFs” also includes (i) the AIF’s management company(ies), where the AIF is a common fund and/or (ii) the directly or indirectly wholly-owned subsidiaries of the AIFs referred to herein.

The Company may delegate part of these activities to third parties. The Company may provide services in Luxembourg and abroad and may for that purpose establish representative offices and/or branches. The Company may also administer its own assets on an ancillary basis and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes as well as any other activity authorized under all applicable laws remaining within the limitations set forth by article 125 - 2 of chapter 16 of the 2010 Law and as applicable the AIFM Law.”.

Second resolution

The General Meeting resolves to amend the second sentence of the second paragraph of Article 6 “Register of Shares-Share Certificates” of the Articles which shall read as follows:

“This register will contain all the information required by article 39 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “1915 Law”).”.

Third resolution

The General Meeting resolves to amend Article 14 “Powers of the Board of Directors” of the Articles which shall read as follows:

“The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company’s interests. All powers not expressly reserved by the 1915 Law or by these articles of incorporation of the Company to the General Meeting fall within the competence of the board of directors.

The Company’s business will be conducted by at least two persons in compliance with article 6 and article 7 of the AIFM Law.

The daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly (in the form of a committee where appropriate) in accordance with article 60 of the 1915 Law. Their nomination, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of directors. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.”.

Fourth resolution

The General Meeting resolves to amend the first paragraph of Article 18 “Authorised Auditor” of the Articles which shall read as follows:

“The operations of the Company and its financial situation, including particularly its books of accounts and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an authorised auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourableness and professional experience and shall fulfil all duties prescribed by the 2010 Law and the AIFM Law.”.

Fifth resolution

The General Meeting resolves to amend Article 23 “Applicable Law” of the Articles which shall read as follows:

“All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law as well as the 2010 Law and AIFM Law.”.

The resolutions have been taken by unanimous vote.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Follows the french translation

L’an deux mille quatorze, le dix-neuf juin.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg.

S’est réunie

l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l’«Assemblée Générale») de M&G Real Estate (Luxembourg) S.A., une société anonyme constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 34-38, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.483 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 20 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») numéro 2074 du 22 août 2012. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 19 décembre 2013 et publié au Mémorial C numéro 814 du 29 mars 2014.

L’Assemblée Générale est ouverte à 11:30 (heure luxembourgeoise) sous la présidence de Madame Michèle Kemp, avocat, résidant professionnellement à Luxembourg (la «Présidente»),

qui nomme comme secrétaire Madame Camille Delacoute, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg.

L’Assemblée Générale élit comme scrutateur Madame Fabienne Moreau, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l’Assemblée Générale ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. Que l’ordre du jour de la présente Assemblée Générale est le suivant:

Ordre du jour

1. Changement de l’objet social de la Société et modification subséquente de l’Article 3 «Objet Social» des statuts de la Société (les «Statuts»), lequel aura la teneur suivante:

«La Société a pour objet l’administration et la gestion de fonds d’investissement alternatifs («FIAs») régis par la loi luxembourgeoise relative aux fonds d’investissement spécialisés du 13 février 2007 telle que modifiée, en conformité avec et dans les limites établies par les dispositions du chapitre 16 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2010») et la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d’investissement alternatifs (la «Loi AIFM»).

La Société exercera toutes les activités liées à la gestion, l’administration et la commercialisation des FIAs.

En conformité avec la Loi AIFM, la Société, en tant que gestionnaire de fonds d’investissement alternatifs («AIFM»), peut fournir les services mentionnés à l’annexe I de la Loi AIFM, en particulier les fonctions suivantes de gestionnaire des investissements pour les FIAs:

- a) gestion du portefeuille;
- b) gestion des risques.

La Société peut à titre complémentaire exercer les fonctions suivantes dans le cadre de la gestion collective de FIAs:

- a) administration:
 - i) services juridiques et de gestion comptable du fonds;
 - ii) demandes de renseignements des clients;
 - iii) évaluation du portefeuille et détermination de la valeur des parts, y compris les aspects fiscaux;
 - iv) contrôle du respect des dispositions réglementaires;
 - v) tenue du registre des porteurs de parts/d’actions;

- vi) répartition des revenus;
- vii) émissions et rachats de parts/d'actions;
- viii) règlement des contrats, y compris envoi des certificats;
- ix) enregistrement et conservation des opérations;

b) commercialisation;

c) les activités liées aux actifs des FIAs, à savoir l'exécution des services nécessaires pour que soient remplis les devoirs fiduciaires de la Société en tant que AIFM, la gestion des infrastructures, les activités d'administration des immeubles, le conseil aux entreprises concernant la structure du capital, la stratégie industrielle et les questions connexes, le conseil et les services concernant les fusions et les acquisitions et d'autres services liés à la gestion des FIAs et des sociétés et autres actifs dans lesquels ils ont investis.

Pour des besoins de précision, les «FIAs» comprennent également (i) la/les société(s) de gestion du FIA lorsque le FIA est un fonds commun de placement et/ou (ii) les filiales détenues entièrement de manière directe ou indirecte par les FIAs mentionnés ci-dessus.

La Société peut déléguer une ou plusieurs de ces activités à des parties tierces. La Société peut fournir des services à Luxembourg et à l'étranger et peut pour cette fin établir des bureaux de représentation et/ou des succursales.

La Société peut également administrer à titre accessoire ses propres actifs et effectuer toutes opérations qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social ainsi que toute autre activité autorisée par toutes les lois applicables, dans les limites établies par l'article 125 - 2 du chapitre 16 de la Loi de 2010 et si applicable de la Loi AIFM.».

2. Modification de la deuxième phrase du deuxième paragraphe de l'article 6 «Registre d'Actions - Certificat d'Actions» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915").».

3. Modification de l'article 14 «Pouvoirs du Conseil d'Administration» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi de 1915 ou les présents statuts de la Société ne réservent pas expressément à l'Assemblée Générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

L'activité de la Société sera dirigée par au moins deux personnes en conformité avec l'article 6 et l'article 7 de la Loi AIFM.

La gestion journalière de la Société ainsi que sa représentation peuvent être délégués à un ou à plusieurs administrateurs, fondés de pouvoir, gérants ou autres agents, actionnaire ou non, agissant seul ou conjointement (sous la forme d'un comité si nécessaire) conformément à l'article 60 de la Loi de 1915. Leurs nominations, révocations et leurs pouvoirs doivent être déterminés par une résolution du conseil d'administration. La Société peut également accorder des pouvoirs spéciaux par le biais d'une procuration notariée ou sous seing privé.».

4. Modification du premier paragraphe de l'article 18 «Réviseur d'Entreprises Agréé» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Les opérations de la Société et sa situation financière, notamment l'établissement des comptes et l'émission de ses déclarations fiscales ainsi que d'autres rapports requis par la loi luxembourgeoise, seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé qui devra satisfaire l'intégralité des critères requis par la loi luxembourgeoise quant à l'honorabilité et l'expérience professionnelle et il doit également accomplir l'intégralité des obligations prescrites par la Loi de 2010 et par la Loi AIFM.».

5. Modification de l'article 23 «Loi Applicable» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Tous les sujets qui ne sont pas régis par les présents statuts de la Société seront soumis aux dispositions de la Loi de 1915 ainsi qu'aux dispositions de la Loi de 2010 et de la Loi AIFM.».

6. Divers

II. Que le nom de l'actionnaire présent ou représenté à l'Assemblée Générale ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par l'actionnaire présent, le mandataire de l'actionnaire représenté, ainsi que par les membres du bureau et le notaire, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Restera pareillement annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée, la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été paraphée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que le quorum requis par l'article 67-1 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915») est d'au moins cinquante pour cent du capital et que la résolution sur chaque point porté à l'ordre du jour doit être prise par le vote affirmatif d'au moins deux-tiers des votes exprimés valablement à cette Assemblée Générale.

IV. Qu'il apparaît de la liste de présence de la Société que toutes les mille deux cent cinquante (1.250) actions émises sont présentes ou représentées à l'Assemblée.

V. L'actionnaire unique étant présent ou représenté à l'Assemblée Générale, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, l'actionnaire unique présent ou représenté se reconnaissant dûment convoqué et déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leur délibération.

VI. Que, la présente Assemblée Générale est ainsi régulièrement constituée conformément à l'article 67-1 (2) de la Loi de 1915 et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Après délibération l'Assemblée Générale a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'Article 3 «Objet Social» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«La Société a pour objet l'administration et la gestion de fonds d'investissement alternatifs («FIA») régis par la loi luxembourgeoise relative aux fonds d'investissement spécialisés du 13 février 2007 telle que modifiée, en conformité avec et dans les limites établies par les dispositions du chapitre 16 de la loi luxembourgeoise du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle que modifiée (la «Loi de 2010») et la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi AIFM»).

La Société exercera toutes les activités liées à la gestion, l'administration et la commercialisation des FIAs.

En conformité avec la Loi AIFM, la Société, en tant que gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs («AIFM»), peut fournir les services mentionnés à l'annexe I de la Loi AIFM, en particulier les fonctions suivantes de gestionnaire des investissements pour les FIAs:

- a) gestion du portefeuille;
- b) gestion des risques.

La Société peut à titre complémentaire exercer les fonctions suivantes dans le cadre de la gestion collective de FIAs:

- a) administration:
 - i) services juridiques et de gestion comptable du fonds;
 - ii) demandes de renseignements des clients;
 - iii) évaluation du portefeuille et détermination de la valeur des parts, y compris les aspects fiscaux;
 - iv) contrôle du respect des dispositions réglementaires;
 - v) tenue du registre des porteurs de parts/d'actions;
 - vi) répartition des revenus;
 - vii) émissions et rachats de parts/d'actions;
 - viii) règlement des contrats, y compris envoi des certificats;
 - ix) enregistrement et conservation des opérations;
- b) commercialisation;

c) les activités liées aux actifs des FIAs, à savoir l'exécution des services nécessaires pour que soient remplis les devoirs fiduciaires de la Société en tant que AIFM, la gestion des infrastructures, les activités d'administration des immeubles, le conseil aux entreprises concernant la structure du capital, la stratégie industrielle et les questions connexes, le conseil et les services concernant les fusions et les acquisitions et d'autres services liés à la gestion des FIAs et des sociétés et autres actifs dans lesquels ils ont investis.

Pour des besoins de précision, les «FIAs» comprennent également (i) la/les société(s) de gestion du FIA lorsque le FIA est un fonds commun de placement et/ou (ii) les filiales détenues entièrement de manière directe ou indirecte par les FIAs mentionnés ci-dessus.

La Société peut déléguer une ou plusieurs de ces activités à des parties tierces. La Société peut fournir des services à Luxembourg et à l'étranger et peut pour cette fin établir des bureaux de représentation et/ou des succursales.

La Société peut également administrer à titre accessoire ses propres actifs et effectuer toutes opérations qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social ainsi que toute autre activité autorisée par toutes les lois applicables, dans les limites établies par l'article 125 - 2 du chapitre 16 de la Loi de 2010 et si applicable de la Loi AIFM.».

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier la deuxième phrase du deuxième paragraphe de l'article 6 «Registre d'Actions - Certificat d'Actions» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Ce registre contiendra les indications prévues à l'article 39 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).».

Troisième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 14 «Pouvoirs du Conseil d'Administration» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour exécuter tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi de 1915 ou les présents statuts de la Société ne réservent pas expressément à l'Assemblée Générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

L'activité de la Société sera dirigée par au moins deux personnes en conformité avec l'article 6 et l'article 7 de la Loi AIFM.

La gestion journalière de la Société ainsi que sa représentation peuvent être délégués à un ou à plusieurs administrateurs, fondés de pouvoir, gérants ou autres agents, actionnaire ou non, agissant seul ou conjointement (sous la forme d'un comité si nécessaire) conformément à l'article 60 de la Loi de 1915. Leurs nominations, révocations et leurs pouvoirs doivent être déterminés par une résolution du conseil d'administration. La Société peut également accorder des pouvoirs spéciaux par le biais d'une procuration notariée ou sous seing privé.»

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 18 «Réviseur d'Entreprises Agréé» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Les opérations de la Société et sa situation financière, notamment l'établissement des comptes et l'émission de ses déclarations fiscales ainsi que d'autres rapports requis par la loi luxembourgeoise, seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé qui devra satisfaire l'intégralité des critères requis par la loi luxembourgeoise quant à l'honorabilité et l'expérience professionnelle et il doit également accomplir l'intégralité des obligations prescrites par la Loi de 2010 et par la Loi AIFM.»

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide de modifier l'article 23 «Loi Applicable» des Statuts, lequel aura la teneur suivante:

«Tous les sujets qui ne sont pas régis par les présents statuts de la Société seront soumis aux dispositions de la Loi de 1915 ainsi qu'aux dispositions de la Loi de 2010 et de la Loi AIFM.»

Les résolutions ont été prises à l'unanimité des voix exprimées.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, ces mêmes personnes ont signé avec nous, notaire, le présent acte, aucun actionnaire n'ayant souhaité signer.

Signé: C. DELACOUTE, F. MOREAU, M. KEMP et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 juin 2014. Relation: LAC/2014/29722. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104246/367.

(140124921) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Companhia Global de Imóveis, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 35.765.296,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 168.180.

Extrait des résolutions du conseil de gérance

En date du 18 juillet 2014, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société du 1, Rue Schiller, L-2519 Luxembourg, au 3, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014105588/15.

(140126996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Digital Services XXXI (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.577.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of June.

Before us Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Digital Services XXXI S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, the registration of which with the Luxembourg Trade and Companies' Register is pending,

here represented by Mr. Luis AGUERRE ENRÍQUEZ, Doctor en Derecho, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin, Germany, on 18. June 2014, and in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 18. June 2014.

Said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Digital Services XXXI (GP) S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may also act as a partner with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entity.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter,

decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

14.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 15. Vacancy in the office of a manager.

15.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

15.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company’s sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 16. Convening meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

16.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

16.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 17. Conduct of meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

17.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

17.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

17.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

17.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

17.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

17.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 18. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

18.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager) under the joint signatures of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

18.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 19. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers), the Company will only be validly bound by the joint signatures of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and supervision

Art. 20. Auditor(s).

20.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

20.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

20.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

20.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

20.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 21. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 22. Annual accounts and allocation of profits.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

22.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

22.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

22.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

22.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

22.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 23. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

23.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

23.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

24.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 25. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2014.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Digital Services XXXI S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed are fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

Resolution of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following person is appointed as class A manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Christian Senitz, born in Aschersleben, Germany, on 27 January 1978, professionally residing at Johannisstrasse 20, D-10117 Berlin.

The following person is appointed as class B manager of the Company for an unlimited term:

- Mr Ulrich Binninger, born in Trier, Germany, on 30 August 1966, professionally residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahr zweitausendvierzehn, am achtzehnten Juni.

Vor uns, Carlo WERSANDT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Digital Services XXXI S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, deren Eintragung im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister noch aussteht,

hier vertreten durch Herrn Luis AGUERRE ENRÍQUEZ, Doctor en Derecho, wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht ausgestellt in Berlin, Deutschland, am 18. Juni 2014 und in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am 18. Juni 2014.

Besagte Vollmacht, welche vom Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigefügt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen möchte:

A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Digital Services XXXI (GP) S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Die Gesellschaft kann auch als Gesellschafterin für die Schulden und Verpflichtungen jeglicher luxemburgischen und ausländischen Gesellschaft mit unbeschränkter oder beschränkter Haftung handeln.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur vornehmen, sowie solche, welche das geistige Eigentum betreffen oder im Zusammenhang mit Grundeigentum stehen, und die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) bestehend aus zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.3 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile zurückkaufen.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden.

7.5 Jede Übertragung von Anteilen wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung zugestimmt hat.

7.6 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters an neue Gesellschafter nur mit Zustimmung von Gesellschaftern mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals übertragen werden. Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile Eltern, Nachkommen oder dem/der überlebenden Ehepartner/in oder jedem anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 8. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

8.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

8.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

8.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

8.4 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezugnahme auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 9. Gesellschafterversammlung. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss jährlich innerhalb von sechs (6) Monaten vor dem Ende des Geschäftsjahres mindestens eine Gesellschafterversammlung in Luxemburg am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort abgehalten werden, wie in der Einberufungsbekanntmachung

zu dieser Versammlung genauer bestimmt. Andere Gesellschafterversammlungen finden an dem Ort und zu der Zeit statt, welche in der entsprechenden Einberufungsbekanntmachung genauer bestimmt werden. Falls alle Gesellschafter in einer Versammlung anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Einberufungsformalitäten verzichtet haben, kann die Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Ankündigung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Art. 10. Quorum und Abstimmung.

10.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

10.2 Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals halten. Falls diese Mehrheit in einer ersten Gesellschafterversammlung oder einer ersten schriftlichen Konsultation der Gesellschafter nicht erreicht wird, können die Anteilseigner ein weiteres Mal mit derselben Tagesordnung einberufen werden oder per Einschreiben dieselben schriftlichen Beschlussvorschläge erhalten und Entscheidungen werden wirksam mit der Mehrheit der wirksam abgegebenen Stimmen gefasst, unabhängig vom Anteil des durch sie vertretenen Gesellschaftskapitals.

Art. 11. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 12. Änderung der Satzung. Eine Änderung der Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertritt.

D. Geschäftsführung

Art. 13. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

13.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

13.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

13.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 14. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

14.1 Der bzw. die Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge und Amtszeit festlegt.

14.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, ernannt oder abberufen werden.

14.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß im Protokoll der betreffenden Gesellschafterbeschlüsse festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 15. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

15.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

15.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 16. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

16.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung eines beliebigen Geschäftsführers. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

16.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen unterzeichneten Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

16.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zugestimmt und diese unterzeichnet haben.

Art. 17. Durchführung von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

17.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

17.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Faxschreiben, EMail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere, aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

17.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

17.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest die Mehrheit seiner Mitglieder in der Sitzung anwesend oder vertreten ist.

17.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung jedoch unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

17.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

Art. 18. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

18.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden) oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Protokolle von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden solche Kopien oder Auszüge von einem (1) Geschäftsführer der Kategorie A und einem (1) Geschäftsführer der Kategorie B (oder deren Vertreter) unterzeichnet.

18.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 19. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 20. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

20.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

20.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

20.3 Der Rechnungsprüfer hat ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

20.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

20.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinne - Abschlagsdividenden

Art. 21. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Jahresabschluss und Gewinne.

22.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

22.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

22.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

22.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage entsprechend herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

22.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den gesetzlichen Vorschriften und den Bestimmungen dieser Satzung, wie der verbleibende Bilanzgewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

22.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 23. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

23.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dem Gesetz von 1915 oder dieser Satzung nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

23.2 Das Agio, andere Kapitalreserven oder andere ausschüttbare Rücklagen können im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 24. Liquidation.

24.1 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird, haben die Liquidatoren die weitestgehenden Rechte für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

24.2 Der sich nach Verwertung der Vermögenswerte und Tilgung der Verbindlichkeiten ergebende Überschuss wird an die Gesellschafter proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile verteilt.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 25. Anwendbares Recht. Für alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten gelten die Regelungen des Gesetzes von 1915.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

2. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zwölftausendfünfhundert (12.500) ausgegebenen Anteile wurden von Digital Services XXXI S.à r.l., vorbenannt, zum Preis von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) gezeichnet.

Die Einlage für so gezeichnete Anteile wurde vollständig in bar erbracht, so dass der Gesellschaft ein Betrag in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) zur Verfügung steht, was dem unterzeichnenden Notar nachgewiesen wurde.

Die gesamte Einlage in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf eintausend Euro (EUR 1.000) geschätzt.

Beschlüsse des Alleingeschafters

Der Gründungsgeschafter, welcher das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welcher auf eine formelle Einberufungsbekanntmachung verzichtet, hat daraufhin folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie A der Gesellschaft ernannt:

- Herr Christian Senitz, geboren am 27. Januar 1978 in Aschersleben, Deutschland, geschäftsansässig in Johannisstraße 20, D-10117 Berlin.

Die folgende Person wird für unbegrenzte Zeit als Geschäftsführer der Kategorie B der Gesellschaft ernannt:

- Herr Ulrich Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, geschäftsansässig in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen, Luxemburg.

Erklärung

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

WORÜBER diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Die vorstehende Urkunde ist dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei, welcher dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und vom Notar gemeinsam mit diesem Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Signé: L. AGUERRE ENRIQUEZ, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 juin 2014. LAC/2014/28994. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 8 juillet 2014.

Référence de publication: 2014103031/577.

(140121778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Jost-Global & Co S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 139.093.

Les comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014103268/11.

(140122378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Private Equity Portfolio 2007 - FTL S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 18, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 123.672.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 2014

BDO Audit S.A. est nommé comme réviseur d'entreprises pour la vérification des comptes de l'exercice social 2014.

Luxembourg, le 20 juin 2014.

Certifié sincère et conforme

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Référence de publication: 2014105251/13.

(140125639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Ontex III S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 153.348.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014105200/14.

(140125345) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Paradocs Research S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 143.679.

—
I. Par résolutions signées en date du 8 août 2013, l'actionnaire unique a pris la décision de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Dominique Robyns, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- René Beltjens, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Noëlla Antoine, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2013 et qui se tiendra en 2014.

II. Par résolutions signées en date du 18 juin 2014, l'actionnaire unique a pris la décision de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Dominique Robyns, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- René Beltjens, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- Noëlla Antoine, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105226/25.

(140125302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.
